

# Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel  
2001

exportations



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01049179 6

Annual report export of  
military goods from Canada

# Table des matières

Avant-propos ..... 1

La politique de sécurité et de contrôle des armements ..... 1

La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre ..... 4

Les statistiques sur les exportations ..... 6

Notes sur la méthode ..... 8

## Tableaux et graphiques

Tableau 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et de revenu ..... 9

Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination ..... 10

Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination ..... 11

Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par groupement de composants ..... 14

Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires selon le numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlées ..... 19

## Annexes

Décembre 2002

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Site Web : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

# Exportation de marchandises militaires du Canada

## Rapport annuel 2001

exportations



Exportation de  
marchandises militaires  
du Canada

Rapport annuel  
2001

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
représentée par le ministre des Affaires étrangères, 2002

N° de catalogue : E78-1/2001

ISBN 0-662-66872-3



# Table des matières

## Avant-propos

Avant-propos .....	1
--------------------	---

## La politique de sécurité et de contrôle des armements

La politique de sécurité et de contrôle des armements .....	1
---	---

La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre .....	4
---	---

Les statistiques sur les exportations militaires .....	6
--	---

Notes sur la méthodologie .....	8
---------------------------------	---

## Tableaux et graphiques

Tableau 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et de revenu .....	9
--	---

Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination.....	10
--	----

Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination .....	11
--	----

Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par groupement de composantes .....	14
--	----

Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires selon le numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée .....	29
---	----

## Annexes

Annexe 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDAA .....	30
--	----

Annexe 2 : Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar .....	31
---	----

Annexe 3 : Description du Groupe 2 de la LMEC (matériel de guerre) .....	32
--	----

Annexe 4 : Renseignements additionnels .....	34
--	----



# Avant-propos

## La politique de sécurité et de contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada et constitue un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement du Canada de 1995, intitulé *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». À cette fin, il est important non seulement de maintenir la capacité opérationnelle des Forces canadiennes et de celles de nos alliés, mais encore de prévenir des accumulations déstabilisatrices d'armes classiques et la prolifération des armes de destruction massive et des instruments pour les utiliser. Par conséquent, le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et international.

La sécurité du Canada repose sur une solide infrastructure industrielle de défense capable de doter les Forces canadiennes de matériel, de munitions et de pièces de rechange nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs opérationnels, y compris les activités de combat et les missions de maintien de la paix. De même, pour survivre, les fournisseurs canadiens de matériel de défense doivent trouver pour leurs produits des acheteurs sur les marchés national et étrangers, surtout chez nos alliés et d'autres nations amies. Le Canada reconnaît le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense, droit qui est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations Unies. Par ailleurs, il estime que les exportations de produits de défense doivent être subordonnées à des contrôles serrés afin de s'assurer qu'elles n'enfreignent pas les valeurs canadiennes et qu'elles ne sont pas détournées à des fins susceptibles de constituer une menace pour le Canada et ses alliés ou d'avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Un des efforts internationaux visant à contrôler le commerce des armes classiques et des marchandises et technologies à double usage est l'Entente de Wassenaar, conclue en 1996, avec la participation du Canada. Cette entente a pour objectif de contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales en prônant la transparence et une plus grande responsabilité dans le commerce des armes classiques et des biens et technologies d'une importance stratégique, de manière à empêcher la constitution d'arsenaux déstabilisateurs dans les régions à risque. Par l'intermédiaire de leurs politiques nationales respectives, les 33 États participants cherchent à éviter que le transfert de ces articles et de ces technologies ne contribue à l'expansion ou à l'accroissement de capacités militaires qui saperaient ces objectifs, ou qu'ils ne soient détournés.

Le Canada a aussi joué un rôle important dans la création, en 1996, d'une série de lignes directrices des Nations Unies sur les transferts internationaux d'armes, et il applique entièrement les principes régissant les transferts d'armes conventionnelles adoptés en

1993 par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). En outre, le Canada a officiellement endossé le nouveau Code de conduite en matière d'exportation d'armes de l'Union européenne, tel qu'il a été adopté en juin 1998.

Le Canada travaille activement à promouvoir une plus grande transparence du commerce des armes classiques. Dans le cadre de cet effort, le Canada a milité activement en faveur de la création du Registre des armes classiques des Nations Unies, duquel il est un des pays fondateurs. Le Registre, établi en vertu de la résolution de décembre 1991 de l'Assemblée générale de l'ONU, favorise grandement la transparence, la confiance et une sécurité mondiale accrue. Par ailleurs, des registres régionaux, auxquels le Canada contribue, ont également été établis par l'Organisation des États américains (OEA) et l'OSCE.

Pour constituer le Registre, qui est tenu à jour au siège de l'ONU à New York, tous les États membres de l'ONU sont invités à fournir chaque année de l'information sur leurs importations et leurs exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Depuis la création du Registre, plus de 90 pays, en moyenne, y ont versé chaque année de l'information et quelque 70 d'entre eux l'ont fait de façon systématique, dont le Canada. En tout, 152 États ont fait parvenir des données pour au moins une année. Tous les principaux exportateurs d'armements et la plupart des principaux importateurs soumettent désormais chaque année des rapports, et la plupart des régions géographiques y sont raisonnablement représentées. Couvrant plus de 90 p. 100 du commerce international des principales armes classiques, le Registre est aujourd'hui une source d'information importante et pertinente.

Le rapport des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU de 2000 contenait des recommandations en vue d'une expansion du Registre par une série de séminaires infra-régionaux destinés à en vulgariser l'utilité. Le Canada et le Japon ont coparrainé le premier séminaire régional au Cambodge en février 2001. Dans le cadre d'un effort concerté avec l'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas, le Canada coparrainera, en 2002 et en 2003, des séminaires régionaux et infra-régionaux consacrés aux instruments de transparence de l'ONU, le Registre et le Rapport sur les dépenses militaires.

Le Canada est l'un des pays, de plus en plus nombreux, qui communiquent volontairement des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires de produits nationaux. Cela va au-delà du minimum exigé actuellement par les Nations Unies et contribue grandement à la transparence mondiale au chapitre des capacités militaires. Nous incitons les autres pays à transmettre eux aussi ces données et à améliorer leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tout autre renseignement pertinent.

En collaboration avec des partenaires de même opinion, le Canada cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un grand nombre de pays en



développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement, en plus de contribuer à la souffrance humaine. Pour répondre à ce défi, le Canada adopte une approche en trois volets : le contrôle des armements, la prévention de la criminalité et la consolidation de la paix aux échelles régionale, nationale et internationale. Cette approche intégrée privilégie les questions de l'offre et du commerce, et vise à régler les problèmes de stocks excédentaires après un conflit et à réduire la demande d'armes. Trouver une solution au problème des armes légères est perçu comme une partie intégrante de la prévention et de la gestion des conflits, du rétablissement et du maintien de la paix ainsi que des mesures de reconstruction après un conflit.

Pour ce qui est du volet du contrôle des armements, on met l'accent sur la promotion de mesures visant plus de modération et de transparence dans les exportations légales d'armes légères. Les solutions étudiées comprennent des codes de conduite, des initiatives de transparence et de création de registres, ainsi que des activités de sensibilisation au sein d'organismes liés à la sécurité, tels l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'OSCE et l'Entente de Wassenaar. Pour sa part, le Canada impose des contrôles stricts sur l'exportation des armes à feu, surtout des armes automatiques, qui ne peuvent être exportées que vers un petit groupe de pays (actuellement au nombre de 16) avec lesquels le Canada a conclu des accords intergouvernementaux en matière de défense, de recherche, de développement et de production. Ces pays, qui composent la Liste des pays désignés (armes automatiques – LPDAA), sont énumérés à l'annexe 1.

En ce qui concerne le volet du contrôle de la criminalité, on privilégie des mesures visant à contrer le commerce illicite d'armes légères. En novembre 1997, le Canada a signé la *Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes*. Nous avons également beaucoup contribué à la négociation du *Protocole contre la fabrication illicite et le trafic des armes à feu, leurs parties et composantes et les munitions*, complément de la *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*. Ces conventions établissent des régimes réciproques d'importation, d'exportation et d'émission d'autorisations de transit pour tous les mouvements transfrontières d'armes de petit calibre et de munitions.

Quant au volet de la consolidation de la paix, le Canada appuie une vaste gamme d'initiatives portant sur les aspects humanitaires, de gouvernance et de désarmement concret du dossier des armes légères, en coopération avec des gouvernements et des organisations non gouvernementales de même opinion.

Le Canada a participé activement à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui a eu lieu du 9 au 20 juillet 2001 à New York. La conférence s'est terminée par l'adoption d'un plan d'action destiné à prévenir, à combattre et à éradiquer le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre, lequel

englobe des aspects tels que le marquage permanent des armes de petit calibre et la tenue de registres sur leur fabrication et leur transfert; la criminalisation de la production illicite, la possession et le commerce d'armes de petit calibre; la destruction des stocks excédentaires; le désarmement et la réintégration des anciens combattants.

Le Canada a, de tout temps, eu pour objectif stratégique la non-prolifération, la réduction et l'élimination des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive (telles que les armes chimiques et biologiques). Il a participé activement aux efforts visant à endiguer la prolifération des armes de destruction massive et des moyens de les utiliser en favorisant, par exemple, la reconduction indéfinie du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* et en s'efforçant de persuader d'autres pays de ratifier le *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*. En septembre 1995, le Canada a ratifié la *Convention sur les armes chimiques* et institué une autorité nationale au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) qui sert de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye. Le Canada cherche également à renforcer les dispositions de la *Convention sur les armes biologiques et à toxines* et à améliorer sa mise en œuvre par le biais d'efforts multilatéraux et de mesures nationales.

De plus en plus préoccupé par la prolifération des missiles, et surtout par l'augmentation continue du nombre de programmes de développement nationaux et de nouveaux exportateurs, le Canada a activement collaboré à l'élaboration d'un projet de code de conduite international visant à contrer la prolifération des missiles balistiques qui, selon lui, pourrait fort bien devenir le premier accord normatif multilatéral sur la restriction des missiles balistiques. Conformément à l'engagement du Canada d'assurer un commerce responsable de biens et de technologies qui pourraient être utilisés à mauvais escient pour mettre au point des armes de destruction massive et des instruments pour les utiliser, nous participons depuis longtemps à plusieurs accords intergouvernementaux axés sur la coordination et l'échange d'information sur les exportations, dont le Groupe de l'Australie, le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, le Groupe des États fournisseurs de produits nucléaires et le Comité Zangger.

## **La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre**

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus vastes du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Conformément à ses obligations internationales, le Canada tire sa définition de « marchandise militaire » du système international de classification des munitions, élaboré et entretenu par l'intermédiaire de l'Entente de Wassenaar. Ce système classifie les marchandises étant « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». Le Canada a intégré cette liste à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) en tant que Groupe 2 (munitions). Les

marchandises non conçues à des fins militaires mais qui font appel à des technologies d'importance stratégique font partie d'une autre liste (la liste des marchandises et des technologies à double usage) définie dans l'Entente de Wassenaar. Le Canada a inclus ces dernières dans le Groupe 1 de la LMEC (double usage). Des licences sont requises pour l'exportation de tous les biens relevant de la définition de Wassenaar, peu importe que l'utilisateur final soit un particulier non militaire, un gouvernement ou un organisme militaire. Cependant, les organismes militaires font aussi l'acquisition de nombreux biens de consommation courante destinés à des fins civiles (par exemple, des machines à écrire, des automobiles ou des avions civils). Ces biens ne font normalement pas l'objet de contrôles à l'exportation, à moins d'être inclus dans la liste de Wassenaar ou dans celles des autres régimes de non-prolifération internationaux.

Selon les lignes directrices actuelles de la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- b) qui sont engagés dans un conflit ou qui risquent de l'être sous peu;
- c) qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies;
- d) où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable pour la population.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies vers toutes les destinations, sauf vers les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies offensives vers tous les pays qui ne sont pas des alliés de l'OTAN ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays de même orientation doivent être approuvées par le ministre des Affaires étrangères. Dans l'une ou l'autre des situations mentionnées plus haut, on doit consulter le ministre pour le commerce de marchandises et de technologies non offensives. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du ministre, des consultations intensives ont lieu entre spécialistes des droits de la personne, de la sécurité internationale et de l'industrie du MAECI, avec le ministère de la Défense nationale, Industrie Canada et, au besoin, d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On y examine les derniers renseignements et les meilleurs avis donnés sur les relations industrielles et de défense avec le pays destinataire, de même que la paix et la stabilité dans la région (entre autres les conflits civils) ainsi que la situation des droits de la personne, y compris les tendances (c.-à-d. si la situation s'améliore ou se détériore). On accorde une attention particulière à la documentation pour s'assurer que les marchandises sont véritablement expédiées à l'utilisateur final légitime et qu'elles ne seront pas détournées.

On contrôle de façon très serrée les demandes portant sur les armes à feu, dont une vaste majorité ne touchent pas les armes militaires modernes (qui, comme il est précisé ci-dessus, ne peuvent être exportées qu'à un nombre très restreint de pays). Elles portent plutôt sur des armes à feu qui sont uniquement contrôlées parce qu'elles correspondent à la définition élaborée dans l'Entente de Wassenaar et qui sont en fait utilisées à des fins sportives (comme la chasse et le tir sur cibles) ou d'auto-défense. Comme bon nombre de ces exportations canadiennes sont destinées à des particuliers, nous voulons être certains que ces armes à feu ne font pas l'objet d'un trafic illicite ou n'attisent le désordre et la violence. Il est donc possible que nos missions à l'étranger et d'autres sources soient appelées à se renseigner sur les lois et les procédures régissant le contrôle des armes à feu dans les pays destinataires. Nous ne voulons pas seulement connaître ces lois, mais aussi savoir si elles sont rigoureusement appliquées et si elles peuvent faire l'objet de corruption. Nous vérifions aussi la bonne foi des utilisateurs finaux.

Tous les demandeurs de licences d'exportation d'armes à feu sont tenus de fournir une licence d'importation ou toute autre assurance que l'importation sera autorisée dans le pays de destination. Cela permet de veiller à ce que les armes à feu ne sortent pas du Canada sans qu'on ait la garantie qu'elles seront autorisées à entrer dans ce pays et que le destinataire pourra en prendre possession.

## **Les statistiques sur les exportations militaires**

Dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour promouvoir une plus grande transparence, le MAECI a publié le rapport annuel intitulé *Exportation de marchandises militaires du Canada* chaque année depuis 1990. Peu d'autres pays, jusqu'à maintenant, ont fourni des données aussi détaillées.

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur les expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Ces rapports indiquent la destination des marchandises, leur description et leur valeur. Les renseignements sur les expéditions individuelles et ceux inscrits sur la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateurs et des destinataires, et les détails de la transaction, sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport.

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis la plupart des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers les États-Unis et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certains types de statistiques sur les exportations destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois comprendre des biens non militaires (rations alimentaires, ordinateurs commerciaux, aéronefs ou autres articles civils, etc.). Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'articles de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

La norme reconnue à l'échelle internationale pour les statistiques sur le commerce militaire mondial est le Registre des armes classiques des Nations Unies. Celui-ci ne comprend que certains systèmes d'armes particulières et n'inclut pas les pièces, les composants et le vaste éventail de systèmes non létaux (systèmes de radar, simulateurs, logiciels à usage militaire, etc.) qui constituent la plupart de nos exportations.

En 2001, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 592 millions de dollars contre 477 millions de dollars en 2000. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de plus de 75 p. 100 d'entre elles; en outre, près de 90 p. 100 des exportations ont eu pour destinataires des pays à revenu élevé. Il n'y a eu qu'une exportation (détecteurs de mines pour Djibouti) vers les pays désignés « à faible indice de développement humain » par le Programme des Nations Unies pour le développement. Comme l'indique le tableau 2, le principal marché militaire en 2001 – sans compter les États-Unis – a été le Royaume-Uni, qui a absorbé 152 millions de dollars, soit près du tiers de nos ventes. Les autres marchés importants en 2001 ont été le Danemark (près de 71 millions de dollars), les Pays-Bas et la Corée du Sud (quelque 60 millions de dollars chacun). Les ventes à Australie ont connu une légère baisse, pour se situer à 42 millions de dollars. Ensemble, ces cinq destinations ont absorbé près des deux tiers des exportations de défense canadiennes, en excluant les États-Unis.

Dans un secteur où l'on vend des articles d'une grande valeur, nos exportations sont modestes par rapport à celles du reste du monde – selon le Registre des Nations Unies, le Canada représente moins de 1 p. 100 du marché mondial des armes. Chaque transaction peut donc avoir une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations, d'une année à l'autre, reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux importants contrats. Ainsi, l'augmentation des exportations d'armes à feu, qui sont passées de 3,5 millions de dollars en 2000 à près de 26 millions de dollars en 2001, est principalement le fait de contrats passés avec les forces armées de nos proches alliés. Il est donc important de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Pour plus d'information sur le contrôle à l'exportation de marchandises militaires et d'importance stratégique, vous pouvez consulter notre publication *Réponses aux questions concernant les contrôles canadiens à l'exportation des marchandises militaires* qui se trouve, comme le présent document et d'autres documents connexes, dans notre site Web à l'adresse : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

## Notes sur la méthodologie

Les statistiques contenues dans ce dixième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter concernant les tableaux statistiques :

- Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (munitions) de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ces groupes ont été légèrement révisées en utilisant une terminologie normalisée à l'échelle internationale, afin d'en faciliter la lecture.
- Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
- La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, afin de pouvoir vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (munitions) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter, à chaque trimestre, un rapport faisant état de leur utilisation de la licence.
- Les chiffres indiqués sont ceux que nous avons reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieurs des données reçues après cette date. Par exemple, les totaux pour 2000 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 2000.

**Tableau 1**  
**Exportations de marchandises militaires par pays de destination**  
**selon les catégories de sécurité et de revenu**

Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001

Pays	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	2001	%
<b>Destination*</b>		
OTAN (sauf les États-Unis) **	364 714 465	61,61
LPDAA (sauf l'OTAN et les États-Unis)	81 773 532	13,79
Autres	145 495 509	24,60
<b>Total</b>	<b>591 983 506</b>	<b>100,00</b>
Pays à indice de développement humain élevé *** (supérieur à 0,800)	521 610 908	88,10
Pays à indice de développement humain moyen *** (de 0,500 à 0,799)	70 361 198	11,89
Pays à indice de développement humain bas *** (inférieur à 0,500)	11 400	< 0,001
<b>Total</b>	<b>591 983 506</b>	<b>100,00</b>

\* Voir la liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (LPDAA) à l'annexe 1.

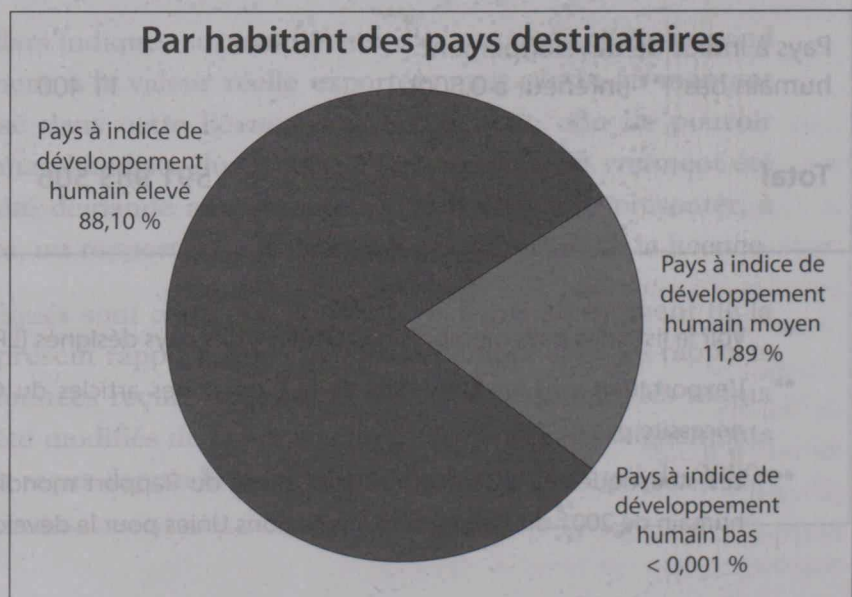
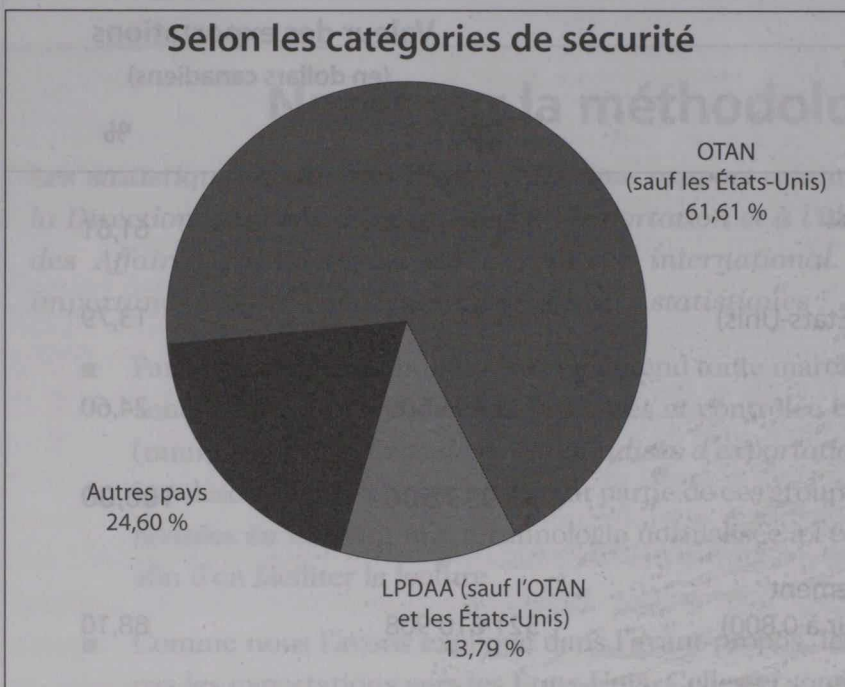
\*\* L'exportation vers les États-Unis de la plupart des articles du Groupe 2 (munitions) ne nécessite pas de licence.

\*\*\* Les statistiques et les catégories sont tirées du Rapport mondial sur le développement humain de 2001 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

# Graphique 1

## Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination

Statistiques du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001





**Tableau 2**  
**Exportations de marchandises militaires par pays de destination**

Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001

Pays	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	2000	2001
Afrique du Sud, République d'	546 539	292 687
Allemagne	44 751 063	13 418 361
Arabie saoudite	18 856 248	32 116 331
Argentine	181 832	100 751
Australie	49 163 811	42 383 619
Autriche	6 734 844	203 543
Bahreïn	1 038 000	3 662
Belgique	5 705 347	7 949 599
Bermudes	55 105	9 190
Bolivie	0	3 000 000
Botswana	20 723 729	4 669 077
Brésil	745 729	5 137 118
Bulgarie	0	40
Chili	366 007	48 288
Chine	0	242 286
Colombie	0	2 199 954
Corée, République de	16 030 989	59 204 209
Danemark	3 235 564	70 941 868
Djibouti	0	11 400
Égypte	1 190 168	3 637 707
Émirats arabes unis	12 860 745	778 521
Espagne	2 422 973	2 535 794
Estonie	0	28 357
Finlande	140 312	722 328

## Valeur des exportations

(en dollars canadiens)

Pays	2000	2001
France	6 767 660	19 998 941
Grèce	2 239 536	5 496 557
Groenland	10 560	15 938
Guatemala	0	2 220 350
Guyane	5 000	1 500
Hong Kong	120 469	39 575
Hongrie	2 898	10 545
Îles Caïman	2 994	0
Indonésie	160 808	109 458
Irlande	28 600	670 921
Islande	3 266	0
Israël	919 588	660 190
Italie	15 639 309	22 019 089
Japon	7 470 690	10 814 851
Jordanie	248 684	1 183 627
Kenya	0	587
Koweït	12 439	4 835
Lettonie	0	251 491
Luxembourg	18 945 242	5 496 421
Malaisie	2 100 924	10 484 924
Maroc	97 123	146 976
Maurice	64 235	3 204
Mexique	299 237	436 334
Norvège	3 115 199	2 434 721
Nouvelle-Zélande	4 553 394	6 728 192
Oman	402	636 051
Pays-Bas	29 641 743	60 584 703
Pérou	870 000	0

## Valeur des exportations

(en dollars canadiens)

Pays	2000	2001
Philippines	6 083 000	275 000
Pologne	14 150	5 500
Portugal	2 566 732	29 172
Qatar	0	1 771 028
République tchèque	397 691	204 678
Royaume-Uni	182 219 429	152 143 856
Singapour	2 422 973	5 881 569
Sri Lanka	0	1
Suède	1 844 832	2 604 505
Suisse	36 878	149 194
Taiïwan	1 133 152	13 160 058
Thaïlande	1 442 358	218 927
Tunisie	260 627	1 729 547
Turquie	584 920	1 428 722
Uruguay	449 875	855 088
Venezuela	973 164	11 595 617
Zimbabwe	3 078	0
<b>Total</b>	<b>477 611 246</b>	<b>591 983 506</b>

**Tableau 3**  
**Exportations de marchandises militaires par groupement de composantes**  
 Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001

**Sigles**

ASM anti-sous-marin

CW arme chimique

IR infrarouge

TTB transport de troupes blindé

VBL véhicule blindé léger

VTT véhicule tous terrains

**Valeur des exportations (en dollars canadiens)**

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
--	------------------------------	---------------------	--------	--------------

**AFRIQUE DU SUD**

2001	600			armes à feu
2011		192 075	36 000	équipement de navigation
2017		27 550	15 714	système de suppression de la signature IR conteneurs à munitions

**ALLEMAGNE**

2001	150 179		700	armes à feu et pièces
2002	4 485			lance-grenades
2003	406		12 501	munitions et composantes
2004			1 215 080	pièces de missiles
2005			96 632	pièces optiques
2006			1 825 537	composantes de véhicules
2008			281	agent propulsif
2009			2 393 524	composantes de navigation et de commande de navires
2010			1 957 629	pièces d'aéronefs
2011			4 987 726	avionique

2014		497 345	pièces de simulateurs
2015		265 210	pièces de systèmes d'imagerie
2017	11 103		contre-mesures IR
2018		3	ensembles de données
2022		20	technologie

#### ARABIE SAOUDITE

2006	24 039 741	4 202 849	VBL et pièces
2010		32 653	pièces d'aéronefs
2011		3 467 817	pièces d'équipement radio
2017	356 788	16 483	systèmes de scaphandres et pièces

#### ARGENTINE

2001	99 610	1 141	armes à feu et pièces
------	--------	-------	-----------------------

#### AUSTRALIE

2001	231 638	441	armes à feu et pièces
2003	475		munitions
2004	5 800		lance-roquettes
2005	350 636		pièces de conduite de tir
2006	2 753 052		pièces de TTB
2007	7 059		équipement de protection pour CW
2009	6 132 574	2 454	pièces de navires, bouées sonores et sonars
2010		4 633 454	pièces d'aéronefs et de moteurs
2011		1 793 970	pièces d'équipement électronique
2013		92 512	vêtements de protection
2014	24 919 761	1 433 208	simulateurs et pièces
2017	26 581		scaphandres et pièces
2018		4	données techniques

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
<b>AUTRICHE</b>				
2003			84	pièces de munition de gros calibre
2007		51 701		équipement de protection pour CW
2017		151 758		conteneurs à munitions de gros calibre
<b>BAHREÏN</b>				
2011		3 662		pièces de radars
<b>BELGIQUE</b>				
2001	43 775			armes à feu
2003			1 401 931	composantes de munitions de gros calibre
2006			2 443 632	pièces de tourelles
2007		2 031 760		équipement de protection pour CW
2008			560 325	agent propulsif
2010			50 860	pièces d'aéronefs
2011			14 000	ordinateur
2014			5 951	pièces de rechange
2017		1 397 365		conteneurs à munitions de gros calibre
<b>BERMUDES</b>				
2001	1 000			armes à feu
2011		8 190		antennes
<b>BOLIVIE</b>				
2010			3 000 000	réparations et remise en état d'aéronefs

<b>BOTSWANA</b>			
2002	1 863 100		roquettes d'exercice
2010		2 805 977	pièces d'aéronefs et de moteurs
<b>BRÉSIL</b>			
2003		20 125	composantes de munitions
2006		3 697	pièces de véhicules
2010		4 032 807	pièces d'aéronefs et d'hélicoptères
2011		1 080 488	pièces d'équipement de navigation
2021		1	ensemble de données
<b>BULGARIE</b>			
2003	40		munitions d'exercice
<b>CHILI</b>			
2001	40 621		armes à feu
2009	7 667		bouées sonores
<b>CHINE</b>			
2011		66 725	cartes d'ordinateurs
2015		3 336	diode
<b>COLOMBIE</b>			
2004	110 250		détecteurs de mines
2010		1 600 000	réparations et remise en état de moteurs d'aéronef
2015	464 000		système de caméra de surveillance
<b>CORÉE, RÉPUBLIQUE DE</b>			
2003		800 000	cartouches de largage
2009	183 240	749 792	pièces de bouées sonores et de navires
2010		415 898	pièces d'aéronefs
2011	25 983 575	29 914 085	radios et pièces

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
<b>CORÉE, RÉPUBLIQUE DE (SUITE)</b>				
2014			10 000	composantes de simulateurs
2017		1 007 991		systèmes de scaphandres contre-mesures IR
2021			139 628	logiciels de simulation
<b>DANEMARK</b>				
2001	11 524 864		6 374 708	pièces et accessoires d'armes à feu
2007		834		équipement de protection pour CW
2010	52 000 000		163 880	aéronefs et pièces
2011		693 540		émetteurs
2016			173 542	moules
2017			10 500	système de suppression de la signature IR
<b>DJIBOUTI</b>				
2004		11 400		détecteurs de mines
<b>ÉGYPTE</b>				
2006			24 102	pièces de véhicules
2007		1 200 000		équipement de protection pour CW
2010			24513	pièces d'aéronefs
2011		217092		équipement électronique
<b>ÉMIRATS ARABES UNIS</b>				
2001	15 084			armes à feu
2003	17 908			munitions d'exercice
2007			16 309	pièces d'équipement de protection pour CW
2009			1 709	composantes électroniques navales



2010		113 711	pièces d'aéronefs
2011	419 998	9 226	radios et pièces
2014		184 586	pièces de simulateurs
<b>ESPAGNE</b>			
2001	14 400		armes à feu
2007	1 455		équipement de protection pour CW
2009	586 523		bouées sonores
2010		116 307	pièces d'aéronefs
2011		977 107	équipement électronique
2017	840 000		systèmes de suppression de la signature IR
2018		2	système de données
<b>ESTONIE</b>			
2017	28 357		systèmes de scaphandres
<b>FINLANDE</b>			
2001	15 746		armes à feu
2005		1 172	dispositifs de visée
2006		270 960	pièces de VTT
2010		326 186	pièces d'aéronefs et de moteurs
2011		108 264	composantes électroniques
<b>FRANCE</b>			
2001	46 038	4 092	armes à feu et pièces
2003	1 226 360	2 086 360	munitions et composantes
2004		5 000	lentilles
2005		3 058 315	équipement optique et pièces
2006		1 200	panneau d'affichage
2007		6 431	équipement de protection pour CW
2009	4 449 250	650	bouées sonores et pièces
2010		287 309	pièces d'aéronefs
2011		2 149 551	avionique
2014		347 050	composantes de simulateurs

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
<b>FRANCE (SUITE)</b>				
2015		6 657 485	3 715	systèmes de surveillance et pièces
2017		24 808		contre-mesures IR
2020		131 563		appareils respiratoires
2021			48 000	logiciels de simulation
<b>GRÈCE</b>				
2001	12 158			armes à feu
2002		248 850		équipement d'essai des missiles
2009		182 250		bouées sonores
2010			708 696	pièces d'aéronefs
2011			4 053 386	pièces électroniques
2017		291 217		systèmes de scaphandres
<b>GROENLAND</b>				
2001	12 316			armes à feu
2003	3 622			munitions
<b>GUATEMALA</b>				
2001	350			pièces d'armes à feu
2010			2 220 000	réparation et remise en état d'aéronefs de transport
<b>GUYANE</b>				
2001	1 500			armes à feu
<b>HONG KONG</b>				
2003	6 050			munitions
2007			33 525	composantes d'équipement de protection pour CW

<b>HONGRIE</b>			
2001	10 545		armes à feu
<b>INDONÉSIE</b>			
2010		3 561	pièces d'aéronefs
2014		105 897	pièces de simulateurs
<b>IRLANDE</b>			
2002	623 080	14 666	lance-grenades et pièces
2007		15 930	équipement de protection pour CW
2014		17 245	matériel didactique
<b>ISRAËL</b>			
2005		2 409	moules
2006		201	pièces de véhicules
2007		368	composantes d'équipement de protection pour CW
2010		365 743	pièces d'aéronefs
2011		275 900	antennes et afficheurs
2016		15 569	moules
<b>ITALIE</b>			
2001		60	pièces d'armes à feu
2003	150 745		munitions pour armes légères
2005		2 761 277	lentilles
2006		112 370	chenilles de TTB
2009	769 545	168 296	bouées sonores, réparations et remise en état de gyroscopes
2010		14 014 664	pièces d'aéronefs et d'hélicoptères
2011		1 577 734	pièces de radio et de matériel Doppler
2014		170	pièces de simulateurs
2015	2 416 000		capteurs de surveillance
2016		1 507	moules
2017	30 721		contre-mesures IR
2021		16 000	logiciels de simulation

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
<b>JAPON</b>				
2003	202			munitions
2004			1 762 472	composantes de lance-missiles
2006			3 126	pièces de véhicules
2007			1 138	pièces d'équipement de protection pour CW
2008			1 156 332	agent propulsif
2010			5 371 247	pièces d'aéronefs et d'hélicoptères
2011			779 128	pièces d'équipement de détection
2014		1 741 206		simulateurs de radars
<b>JORDANIE</b>				
2003	855 000			munitions antiaériennes
2010			175 000	pièces d'hélicoptères
<b>KENYA</b>				
2010			587	pièces d'aéronefs de transport
<b>KOWEÏT</b>				
2010			4 835	antennes
<b>LETTONIE</b>				
2017		251 491		systèmes de scaphandres
<b>LUXEMBOURG</b>				
2001	8 624		128	armes à feu et pièces
2004			3 384 512	pièces de drones
2006			318 108	pièces de véhicules
2010			1 487 539	pièces d'aéronefs et composantes connexes
2011			294 451	avionique
2014			3 059	simulateurs de rechange

<b>MALAISIE</b>			
2002	5 000		roquettes
2007		80	composantes d'équipement de protection pour CW
2010		7 804 671	pièces d'hélicoptères
2014		38 344	pièces de simulateurs
2017	2 626 194		systèmes de scaphandres
2018		4	données techniques
<b>MAROC</b>			
2014		146 976	pièces de simulateurs
<b>MAURICE</b>			
2009		3 204	pièces d'antennes
<b>MEXIQUE</b>			
2003		109 330	composantes de munitions de gros calibre
2007		176	composantes d'équipement de protection pour CW
2008		190 000	agent propulsif
2013		136 828	plaques de blindage
<b>NORVÈGE</b>			
2001	82 150	21 549	armes à feu et pièces
2003	99 556		munitions pour armes légères
2004		158 349	pièces de roquettes
2006		211 642	pièces de véhicules blindés
2009	4 527 375		bouées sonores
2010		37 170	pièces d'aéronefs
2011		543 850	composantes de systèmes de navigation
2014		61 203	pièces de simulateurs
2015	256 445		imageurs thermiques
2016		19 071	moules
2017	709 829		systèmes de scaphandres, équipement de suppression de la signature IR
2018		3	données

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
<b>NOUVELLE-ZÉLANDE</b>				
2001	700			armes à feu et pièces
2003	1 042 664		63 756	munitions et composantes
2007		69 706		équipement de protection pour CW
2009		280 800		bouées sonores
2010			763 617	pièces d'aéronefs
2011			5 350	composantes électroniques
2017			8 126	pièces de scaphandres
2018			2	
<b>OMAN</b>				
2001			850	lunette optique
2002			7 445	munitions
2010		619 534		parachutes
2018			4	données
<b>PAYS-BAS</b>				
2001			2 914 774	composantes d'armes à feu
2003	2 817 124		509	munitions et composantes
2004			68 292	pièces de roquettes
2005			12 834 727	sonars de rechange
2007		58 885		équipement de protection pour CW
2009	9 800 256			bouées sonores
2010	1 091 484			pièces d'aéronefs et de moteurs
2011			12 448 376	composantes de radars
2014	17 890 717		182 799	simulateur et composantes
2016			283 382	moules
2017		1085	2 289	systèmes de scaphandres et pièces systèmes de suppression de la signature IR



Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
<b>ROYAUME-UNI (SUITE)</b>				
2009			20 110 687	bouées sonores, pièces de sonars et de navires
2010			24 943 373	pièces d'aéronefs
2011			21 023 785	composantes électroniques et afficheurs
2013			600	plaques de blindage
2014		61 279 295	2 085 049	simulateurs et pièces
2015		4 883 870	7 600	système de surveillance et pièces
2016			383 037	moules
2017		3 997 109	901	ordinateur, douilles, pièces de systèmes de scaphandres
2018			7 629	équipement et plans de production
2021			3 199 504	logiciels
2022			1 000	diviseur de puissance
<b>SINGAPOUR</b>				
2006			4 689 591	chenilles de TTB
2007		224 022		équipement de protection pour CW
2008			6 800	agent propulsif
2010			204 499	pièces de parachutes et d'aéronefs
2011		111 613	562 014	radios et composantes électroniques
2014			17 228	pièces de simulateurs
2017		13 300	52 500	système de suppression de la signature IR, stockage de munitions
2018			2	données



**SRI LANKA**

2021		1	données
------	--	---	---------

**SUÈDE**

2001	12 710		armes à feu
------	--------	--	-------------

2003	404		munitions
------	-----	--	-----------

2005		101 850	lentilles
------	--	---------	-----------

2006		354 384	chenilles de véhicules
------	--	---------	------------------------

2007		214	pièces d'équipement deprotection pour CW
------	--	-----	--

2010		1 673 220	pièces de moteurs d'aéronefs
------	--	-----------	------------------------------

2011		338 509	afficheurs
------	--	---------	------------

2014		123 214	pièces de simulateurs
------	--	---------	-----------------------

**SUISSE**

2001	18 763		armes à feu
------	--------	--	-------------

2003	3 775		munitions
------	-------	--	-----------

2006		87 960	pièces de VBC
------	--	--------	---------------

2010		1 200	pièces d'aéronefs
------	--	-------	-------------------

2018		34 200	équipement électronique
------	--	--------	-------------------------

2022		3 296	manuels
------	--	-------	---------

**TAÏWAN**

2010		59 368	pièces d'aéronefs
------	--	--------	-------------------

2011		1 300 690	composantes d'avionique
------	--	-----------	-------------------------

2014	11 800 000		simulateurs radios
------	------------	--	--------------------

**THAÏLANDE**

2001	138 701		armes à feu et pièces
------	---------	--	-----------------------

2009		2 155	pièces de bouées sonores
------	--	-------	--------------------------

2010		77 147	pièces d'hélicoptères
------	--	--------	-----------------------

2017		922	pièces de scaphandres
------	--	-----	-----------------------

2018		2	documents techniques
------	--	---	----------------------

**TUNISIE**

2010		1 729 547	pièces de moteurs d'aéronefs
------	--	-----------	------------------------------

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination et no d'article de la LMEC	Armes, systèmes et munitions	Systèmes de soutien	Pièces	Commentaires
<b>TURQUIE</b>				
2001	2 400			armes à feu
2007			45	pièces d'équipement de protection pour CW
2009			890 815	équipement anti-sous-marin ASM de rechange
2010			31 532	pièces d'aéronefs
2011			342 887	pièces d'avionique
2014			43 634	pièces de simulateurs
2016			192 334	moules
<b>URUGUAY</b>				
2010			855 088	pièces de moteurs d'aéronefs
<b>VENEZUELA</b>				
2011		11 595 617		équipement de communications
<b>ZIMBABWE</b>				
2001	1 100			armes à feu
<b>GRAND TOTAL</b>				<b>591 983 506</b>

**Tableau 4**  
**Exportations de marchandises militaires**  
**selon le numéro de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée**  
**Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001**

Numéro de la LMEC	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	2000	2001
2001	3 512 209	25 830 880
2002	572 339	2 997 387
2003	35 393 637	10 438 684
2004	78 506 497	9 854 755
2005	2 794 341	20 968 079
2006	19 549 646	42 006 249
2007	679 647	4 139 086
2008	2 074 582	1 913 738
2009	35 946 687	51 168 691
2010	78 252 378	135 192 477
2011	101 995 899	129 620 774
2013	2 153 097	229 940
2014	105 316 741	122 933 937
2015	3 379 349	16 157 050
2016	128 105	1 068 442
2017	7 188 991	12 111 430
2018	68 369	41 866
2020	0	131 563
2021	73 300	3 403 134
2022	25 432	1 775 344
<b>Total</b>	<b>477 611 246</b>	<b>591 983 506</b>

**Annexe 1**  
**Liste des pays membres de l'OTAN et**  
**de la Liste des pays désignés (armes automatiques) - LPDAA**

Pays membres de l'OTAN <sup>1</sup>	Pays de la LPDAA <sup>2</sup>
Allemagne	Allemagne
Belgique	Arabie saoudite
Canada	Australie
Danemark	Belgique
Espagne	Botswana
États-Unis	Danemark
France	Espagne
Grèce	États-Unis
Hongrie	France
Islande	Grèce
Italie	Italie
Luxembourg	Norvège
Norvège	Nouvelle-Zélande
Pays-Bas	Pays-Bas
Pologne	Royaume-Uni
Portugal	Suède
République tchèque	
Royaume-Uni	
Turquie	

- 1 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord  
 2 Liste des pays désignés (armes automatiques)

## Annexe 2

### Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

N° d'article de la LMCC	Description	N° d'article de la LMCC	Description
2012	Systèmes d'armes à énergie cinétique et à haute vitesse et les composants connexes		
2013	Matériel blindé ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires anti-bombes et les composants connexes		
2014	Armes légères et armes automatiques comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes semi-automatiques et les composants connexes	2001	
	Allemagne		Japon
	Argentine		Luxembourg
	Australie		Norvège
2015	Armes de gros calibre comme les systèmes lance-roquettes et les composants connexes	2002	
	Autriche		Nouvelle-Zélande
	Belgique		Pays-Bas
	Bulgarie		Pologne
2016	Bombes, torpilles, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges et composants connexes	2003	
	Canada		Portugal
2017	Radar et composants connexes	2004	
	Corée, République de		République slovaque
	Danemark		République tchèque
2018	Véhicules militaires et matériel connexes	2005	
	Espagne		Roumanie
	États-Unis		Royaume-Uni
2019	Matériel et composants connexes comme les masques et les vêtements protecteurs servant à protéger contre les agents biologiques et chimiques et à se protéger contre ceux-ci	2006	
	Finlande		Russie
2020	Explosifs et combustibles, y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire	2007	
	France		Suède
2021	Logiciels militaires et composants connexes	2008	
	Grèce		Suisse
2022	Navires militaires et composants connexes	2009	
	Hongrie		Turquie
	Irlande		Ukraine
	Italie		
	Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs à moteur à réaction, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et les composants connexes	2010	
	Matériel électronique pour l'usage militaire comme le matériel de communication et les systèmes radar	2011	

### Annexe 3

## Description du Groupe 2 de la LMEC (matériel de guerre)

N° d'article de la LMEC	Description
2001	Armes légères et armes automatiques, comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes servant au tir sportif et de compétition et leurs accessoires.
2002	Armements de gros calibre comme les systèmes lance-projectiles et les composantes.
2003	Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002.
2004	Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et composantes.
2005	Radars de conduite de tir, détecteurs télémètres, calculateurs balistiques et matériel d'alerte et d'avertissement connexe spécialement conçu pour l'usage militaire, et pièces et composantes.
2006	Véhicules militaires comme les transports de troupes blindés et les camions militaires, composantes et matériel connexes.
2007	Matériel et composantes, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques et à se protéger contre ceux-ci.
2008	Explosifs et combustibles, y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire.
2009	Navires militaires ainsi que pièces et composantes spécialement conçues comme les moteurs, les systèmes de navigation et l'équipements sonar.
2010	Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et les composantes connexes.
2011	Matériel électronique pour l'usage militaire comme le matériel de communication et les systèmes radar.

**N° d'article  
de la LMEC**

**Description**

- 2012 Systèmes d'armes à énergie cinétique et à haute vitesse et les composantes connexes.
- 2013 Matériel blindé ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires, les vêtements anti-bombes et les composantes connexes.
- 2014 Matériel spécialisé pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite, et les composantes et les accessoires.
- 2015 Matériel d'imagerie ou de contre-mesures, y compris le matériel photographique, le matériel d'imagerie thermique, et les composantes spécialement conçues.
- 2016 Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 et 2010.
- 2017 Autres équipements, bases de données techniques, appareils de plongée, matériel de construction et matériel de génie spécialement conçus pour l'usage militaire, appareils robotisés et les composantes.
- 2018 Matériel et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC.
- 2019 Systèmes d'armes à énergie dirigée.
- 2020 Matériel cryogéniques et supraconducteurs et leurs composantes et accessoires spécialement conçus.
- 2021 Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires (autrefois 2024).
- 2022 Technologie.

## Annexe 4

### Renseignements additionnels

Le site Web de la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation offre des renseignements additionnels sur le contrôle des armements et les questions de sécurité internationale :

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>

Vous trouverez également des liens de sites utiles dans les pages du MAECI à :

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-f.asp>

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/SANCTIONS-F.asp>

Des sites Web autres que ceux du MAECI présentent des données et divers points de vue sur le contrôle des armements ainsi que sur d'autres questions connexes :

Association de l'industrie de la défense du Canada :

<http://www.cdia.ca> (en anglais seulement)

Association des industries aérospatiales du Canada :

<http://www.aiac.ca> (en anglais seulement)

Centre canadien des armes à feu

(renseignements sur le contrôle des armes à feu au Canada) :

<http://www.cfc-ccaf.gc.ca>

Organisation des Nations Unies : <http://www.un.org/french>

Département des affaires de désarmement de l'ONU :

<http://disarmament.un.org/dda.htm>

Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques : <http://disarmament.un.org/cab/docs/2001rgstrbklet-fr.pdf>

Instrument international normalisé pour la publication de l'information relative aux dépenses militaires : <http://daccess-ods.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/500/16/PDF/N0150016.pdf?OpenElement>

Project Ploughshares : <http://www.ploughshares.ca> (en anglais seulement)

Stockholm International Peace Research Institute :

<http://www.sipri.se> (en anglais, en suédois et en allemand)

Wassenaar : <http://www.wassenaar.org> (en anglais seulement)



DOCS  
CA1  
EA255  
A55  
EXP  
2001  
Copy 1

# Export of Military Goods from Canada

## Annual Report 2001

# Exports





# Table of Contents

Foreword ..... 1

Arms Control and Security Policy Framework ..... 1

Export Control Policy and Implementation ..... 4

Military Export Statistics ..... 6

Notes on Methodology ..... 8

Tables and Charts ..... 9

Table 1: Exports of Military Goods by Destination according to Security Grouping and Human Development Index Category ..... 9

Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Category ..... 10

Table 2: Exports of Military Goods by Destination Country ..... 11

Table 3: Exports of Military Goods by Component Category ..... 14

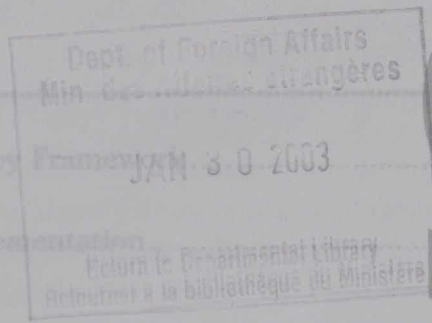
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Number ..... 28

Annexes ..... 29

Annex 1: List of NATO and APEC Countries ..... 29

Annex 2: List of Wassenaar Agreement Countries ..... 30

December 2002  
Export Controls Division  
Export and Import Controls Bureau  
Department of Foreign Affairs and International Trade  
Web site: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>



Exports



© Her Majesty the Queen in Right of Canada,  
represented by the Minister of Foreign Affairs, 2002

Catalogue Number: E78-1/2001

ISBN 0-662-66872-3



# Table of Contents

<b>Foreword .....</b>	<b>1</b>
<b>Arms Control and Security Policy Framework .....</b>	<b>1</b>
Arms Control and Security Policy Framework .....	1
Export Control Policy and Implementation .....	4
Military Export Statistics .....	6
<b>Notes on Methodology .....</b>	<b>8</b>
<b>Tables and Charts</b>	
Table 1: Exports of Military Goods by Destination according to Security Grouping and Human Development Index Category .....	9
Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Category .....	10
Table 2: Exports of Military Goods by Destination Country .....	11
Table 3: Exports of Military Goods by Component Category .....	14
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Number .....	28
<b>Annexes</b>	
Annex 1: List of NATO and AFCCL Countries .....	29
Annex 2: List of Wassenaar Arrangement Countries .....	30
Annex 3: Description of ECL Group 2 (Munitions) .....	31
Annex 4: Additional Information .....	33



# Foreword

## Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security is a key Canadian foreign policy objective. It constitutes one of the three pillars of the Government of Canada's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely, "the protection of our security, within a stable global environment." To this end, it is important both to maintain the operational readiness of Canadian and allied forces and to prevent destabilizing accumulations of conventional arms and the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems. Thus, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements as well as of measures to promote transparency and build confidence at the regional and global levels.

Canada's security rests on the existence of a strong defence industrial base that can provide the Canadian Forces with the equipment, munitions and spare parts they need to meet operational objectives, including combat and peacekeeping missions. To survive, however, Canadian defence firms must seek foreign, as well as domestic, buyers for their products, most of which go to allied or other closely aligned nations. Canada upholds the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, we recognize the need to subject exports of defence products to close controls to ensure they are consistent with Canadian values and are not diverted to ends that would threaten Canada and its allies or have a destabilizing effect on both regional security and global order.

The international control regime that concerns itself with conventional arms and dual-use goods and technologies is the Wassenaar Arrangement, which Canada helped establish in 1996. Its objective is to contribute to regional and international security and stability by promoting transparency and greater responsibility in transfers of conventional arms and strategically sensitive goods and technologies; in this way, it helps prevent destabilizing accumulations in areas of concern. The 33 participating states seek, through their national policies, to ensure that transfers of these items do not contribute to the development or enhancement of military capabilities that would undermine these goals, and to ensure that such goods and technologies are not diverted.

Canada has also played an important role in developing, in 1996, a set of UN Guidelines on International Arms Transfers and is fully implementing the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)'s 1993 Principles Governing Conventional Arms Transfers. As well, Canada has endorsed the European Union's Code of Conduct for International Arms Transfers, as adopted in June 1998.

Canada has worked actively to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. Canada strongly promoted the creation of the United Nations Register

of Conventional Arms and was a founding contributor. The Register, established by a General Assembly Resolution in December 1991, makes a significant contribution to transparency, confidence building and enhanced global security. Regional registers, to which Canada contributes, have also been established by the Organization of American States and the OSCE.

In support of the Register, which is maintained at UN headquarters in New York, all governments may voluntarily supply data annually on their imports and exports in seven major categories of conventional weapons systems. Each year since the Register began operations, on average more than 90 governments have made submissions to it, and of these about 70 have done so consistently, including Canada. In all, 152 states have submitted data for at least one of the reporting years. All major arms exporters and most major importers now annually submit reports, with a reasonable representation of most geographic regions. By capturing over 90 percent of the international trade in major conventional weapons, the Register has become an important and authoritative source of information.

The UN Governmental Group of Experts' report on the Register, issued in 2000, contained recommendations to seek universal contribution to the Register through a series of subregional workshops to enhance familiarity with it. Along with Japan, Canada hosted the first regional workshop on the Register in Cambodia in February 2001. To bring greater focus to the Register and the Instrument for Reporting Military Expenditures—both UN transparency instruments—Canada, along with Germany, Japan and the Netherlands, will sponsor a series of regional and subregional workshops in 2002 and 2003.

Canada is one of a growing number of countries that voluntarily submit data on military holdings as well as on procurement through national production. This information goes beyond the minimum currently required by the United Nations, and makes an important contribution to global transparency on military capabilities. We encourage other countries to join us in submitting such data; we also encourage them to enhance their submissions by ensuring their accuracy and completeness and by providing any other relevant background information.

Canada, in cooperation with like-minded partners, is looking at ways to address the proliferation of small arms, which can undermine the security and development efforts of many developing countries as well as contribute to human suffering. Canada takes a three-track approach to this challenge, addressing the arms control, crime prevention and peacebuilding dimensions of the problem at global, regional and national levels. This integrated approach targets supply-side and transit issues, and seeks to cope with post-conflict surplus stocks and reduce the demand for weapons. Resolving the small arms problem is seen as an integral part of conflict prevention and management, peacemaking, peacekeeping and post-conflict reconstruction.



On the arms control track, the emphasis is on promoting measures designed to achieve greater restraint and transparency in legal transfers of small arms and light weapons. Aspects under review include codes of conduct, transparency and registry initiatives, and consciousness-raising activities in security-related bodies such as the North Atlantic Treaty Organization (NATO), the OSCE and Wassenaar. Canada itself imposes strict controls on the export of firearms, particularly automatic weapons; these can be exported to only a small group of countries (currently 16) with which Canada has concluded intergovernmental defence, research, development and production agreements. These countries, which make up the Automatic Firearms Country Control List (AFCCL), are listed in Annex 1.

On the crime control track, the focus is on supporting measures to counter the illicit trade in small arms. In November 1997, Canada signed the Inter-American Convention Against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Ammunition, Explosives, and other Related Materials. Canada also played a key role in negotiating the Protocol against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Their Parts and Components and Ammunition, which supplements the UN Convention against Transnational Organized Crime. These conventions establish reciprocal regimes of import, export and transit authorizations for all cross-border movements of small arms and ammunition.

On the peacebuilding track, Canada supports a broad range of initiatives addressing the humanitarian, governance and practical disarmament aspects of the small arms issue, in cooperation with like-minded governments and non-governmental organizations.

Canada actively participated in the 2001 UN Conference on the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects, held July 9 to 20 in New York City. The Conference concluded with the adoption of a "Programme of Action" to prevent, combat and eradicate the illicit trade in small arms and light weapons. It covers such matters as placing permanent markings on small arms and recording their manufacture and transfer; the criminalization of the illicit manufacture of, possession of and trade in small arms; the destruction of surplus stocks; and the disarming and reintegration of ex-combatants.

A longstanding policy objective for Canada is the non-proliferation, reduction and elimination of nuclear weapons and other weapons of mass destruction (i.e. chemical and biological weapons). Canada has played an active role in efforts to counter the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems. For example, Canada helped to secure the indefinite extension of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) and lobbied other countries to ratify the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT). Canada ratified the Chemical Weapons Convention (CWC) in September 1995 and established within the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) a National Authority to serve as the focal point for effective

liaison with the Convention's international secretariat in The Hague. Canada is also working to strengthen the effectiveness and improve the implementation of the Biological and Toxin Weapons Convention (BTWC) through multilateral efforts and national measures.

Canada is increasingly concerned over missile proliferation, especially the continued rise in the number of indigenous development programs and new exporters. Consequently, we have been deeply involved in developing the draft International Code of Conduct (ICOC) against ballistic missile proliferation and are convinced that it could evolve into the first normative multilateral agreement on restraint of ballistic missiles. As part of Canada's commitment to ensuring responsible trade in goods and technology that might be misused to develop weapons of mass destruction and their means of delivery, we are long-standing participants in several intergovernmental arrangements intended to coordinate and exchange information on exports, including the Australia Group, the Missile Technology Control Regime, the Nuclear Suppliers Group and the Zangger Committee.

## **Export Control Policy and Implementation**

Control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. In line with its international obligations, Canada uses the definition of "military good" found in the International Munitions List developed and maintained by the Wassenaar Arrangement. These are goods that are agreed to be "specially designed or modified for military use." Canada has incorporated the listed goods into its Export Control List (ECL) Group 2 (Munitions). Goods not designed for military use but employing strategically sensitive technologies are identified in a second list (Dual-Use Goods and Technologies) compiled by the Wassenaar Arrangement. Canada has included these goods under ECL Group 1 (Dual Use). Permits are required for the export of any goods captured by Wassenaar's lists regardless of whether the foreign consignee is a private, non-military end-user or a government and/or military end-user. However, many day-to-day civilian goods (such as typewriters, automobiles or civil-certified aircraft) may also be acquired by military end-users. These are not normally subject to export control if not included on the lists maintained by Wassenaar or the other international non-proliferation regimes.

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:

- a) that pose a threat to Canada and its allies;
- b) that are involved in or under imminent threat of hostilities;
- c) that are under UN Security Council sanctions; or

- d) whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

Permits are required for the export of military goods and technology to all destinations except the United States. The approval of the Minister of Foreign Affairs is sought for the export of all offensive military goods and technology, unless destined for NATO allies or a small group of specified like-minded countries. The Minister is also consulted about cases involving non-offensive military goods and technology, should concerns exist about any of the above-mentioned criteria. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held among human rights, international security and defence industry experts at DFAIT, with the Department of National Defence, with Industry Canada and, where appropriate, with other government departments and agencies. These consultations involve reviewing the latest information and best policy advice on Canada's defence and industrial relations with the recipient country, regional peace and stability (including civil conflict), and the human rights situation, including trends (i.e. is the situation improving or deteriorating?). Careful attention is also paid to the end-use documentation to ensure that the goods are indeed going to a legitimate end-user and will not be diverted.

Particular care is taken over applications involving firearms. The vast bulk of these applications do not involve modern military weapons (which as noted above can be exported to only a very small group of countries). Rather, they involve firearms that are controlled only because they are captured by the Wassenaar definition, and that are to be used for sporting purposes (such as hunting and target shooting) or for self-defence. Because many Canadian firearms exports are to private end-users, we want to satisfy ourselves that the firearms do not slip into the illegal arms trade or fuel local lawlessness or violence. Information may therefore be sought from our missions and from other sources about destination countries' firearms control laws and procedures. We want to know not only what exists on paper, but also how strict enforcement is and whether these laws and procedures are open to corruption. We also check the bona fides of the end-users.

All applicants seeking export permits for firearms are therefore required to provide an import permit or some equally valid evidence that their import will be allowed. This ensures that firearms do not leave Canada without an assurance that they will be allowed into the country of destination and that the recipient will be permitted to take possession of them.

## Military Export Statistics

As part of Canada's work to promote greater transparency, DFAIT has published an annual report on the *Export of Military Goods from Canada* each year since 1990. Few other countries, as yet, provide this level of detail.

The statistics on military exports in the following tables are obtained from reports filed by exporters on the actual shipments for each of the permits issued to them under the Export and Import Permits Act. These reports include the country of destination and a description of the goods and their value. Information about individual shipments and information found on the original permit applications, including the identities of the potential exporter and consignee and details of transactions, is commercially highly sensitive and is provided to DFAIT in confidence. Such information must be protected to ensure compliance with reporting requirements.

As noted above, permits are not required for the export of most Group 2 items to the United States. This has been a long-standing policy arising from the integration of the North American defence industry in World War II. Statistics on military exports to the United States are therefore not readily available and cannot be included in this report.

Certain types of statistics on Canadian exports to military users may be available from other sources, such as Statistics Canada or the Canadian Commercial Corporation. These, however, may include non-military goods such as food rations, commercial computers, civil-certified aircraft or other civilian equipment. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and as each source uses different methods of compilation, no meaningful comparison of the data from these two sources is possible.

The internationally recognized standard for statistics on worldwide military trade is the above-mentioned UN Register of Conventional Arms. It confines itself to specific categories of weapons systems and does not include parts, components or the wide array of non-lethal support systems (such as radar equipment, simulators and software designed for military use) that make up a large proportion of Canada's military exports.

In 2001, Canada's exports of military goods to countries other than the United States amounted to some \$592 million, compared with \$477 million in 2000. As in previous years, NATO and AFCCL countries accounted for the major share (almost 75 percent) of our military exports. Increasingly, the bulk of Canadian military exports (almost 90 percent) are going to high-income, highly developed countries. There was only one export (landmine detectors to Djibouti) that went to a country given a low human development index rating by the UN Development Programme. As Table 2 shows, in 2001 Canada's largest non-U.S. military market continued to be the United Kingdom, which at \$152 million accounted for about one quarter of our non-U.S. exports. The

other most significant markets for Canadian defence exports in 2001 were Denmark (almost \$71 million) and the Netherlands and Korea (some \$60 million each). Sales to Australia declined slightly to \$42 million. Together, these five destinations received almost two thirds of Canada's non-U.S. defence exports.

Canada's military export totals are modest by world standards (based on figures in the United Nations Register, Canada accounts for less than 1 percent of the world arms market), in a sector characterized by high-value transactions. Individual sales therefore may have a disproportionate effect on statistics. Major fluctuations in totals from one year to another often reflect the initiation or completion of one or two large contracts. For example, the increase in the export of firearms (ECL number 2001) from \$3.5 million in 2000 to almost \$26 million in 2001 largely reflects contracts to supply the armed forces of close NATO allies. It is important to review the pattern of trade over a period of years and not draw conclusions based on a jump or drop from any one year to the next.

More information about export controls on military and strategic goods is available in our publication *Answers to Questions About Canada's Export Controls on Military Goods*. This document and other material related to Canada's export controls can be found at our Web site (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>).

High	As explained in the foreword, the tables do not include exports to high income states, which are estimated to account for over half of total Canada's exports of military goods and technology.
Medium	The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to report on permit utilization on a quarterly basis.
Low	Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports. For example, the totals for 2000 have been revised to reflect additional information received since publication of the 2000 Annual Report.

1. U.S. Department of Defense, *International Arms Transfers to the U.S. and Other Countries*, 2001. (U.S. Department of Defense, 2001.)

2. U.S. Department of Defense, *International Arms Transfers to the U.S. and Other Countries*, 2001. (U.S. Department of Defense, 2001.)

3. U.S. Department of Defense, *International Arms Transfers to the U.S. and Other Countries*, 2001. (U.S. Department of Defense, 2001.)

## Notes on Methodology

*The statistics in this Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade.*

*The following should be noted regarding the statistical tables:*

- “Military goods” are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the Export Control List (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised using internationally accepted terminology to provide greater detail for the reader.
- As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States, which are estimated to account for over half of Canada’s exports of military goods and technology.
- The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to report on permit utilization on a quarterly basis.
- Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports. For example, the totals for 2000 have been revised to reflect additional information received since publication of the 2000 Annual Report.

**Table 1**  
**Exports of Military Goods by Destination According to**  
**Security Grouping and Human Development Index Category**  
**Export Period 01/01/01–31/12/01**

Country	Value Exported (C\$)	
	2000	2001
Destination*	Value Exported (C\$) 2001	%
Argentina	181,832	100.751
NATO (except U.S.) **	364,714,465	61.61
Austria	1,000	0.166
AFCLL (except NATO and U.S.)	81,773,532	3.79
Others	145,495,509	24.60
Bermuda	1,190	0.000
<b>Total</b>	<b>591,983,506</b>	<b>100.00</b>
Botswana	20,723	0.003
High Human Development Index Countries *** (over 0.800)	521,610,908	88.10
Cayman Islands	1,398	0.000
Medium Human Development Index Countries *** (0.500–0.799)	70,361,198	11.89
China	0	0.000
Low Human Development Index Countries *** (less than 0.500)	11,400	<0.001
<b>Total</b>	<b>591,983,506</b>	<b>100.00</b>

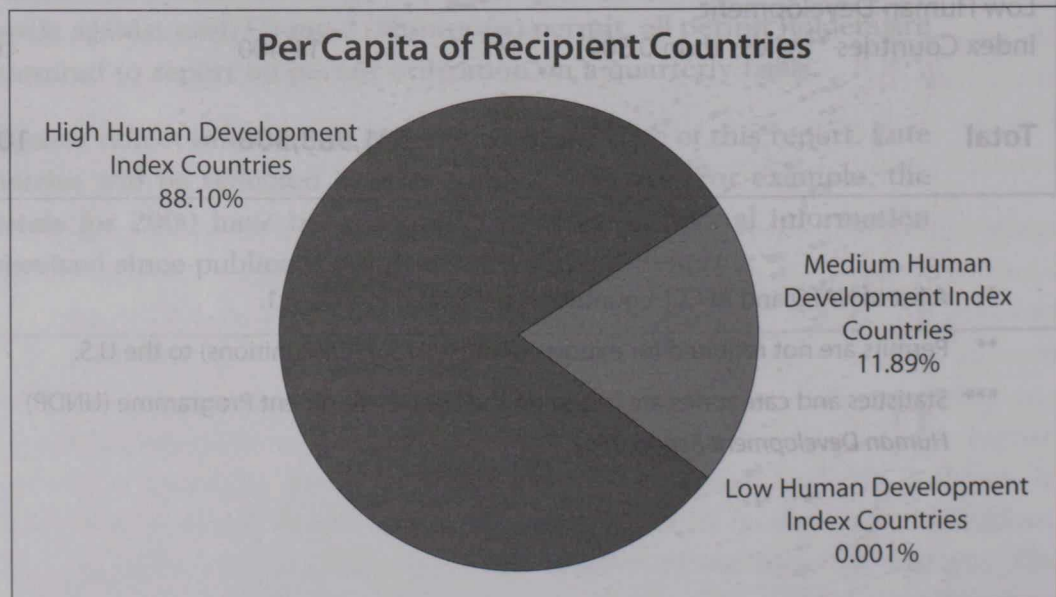
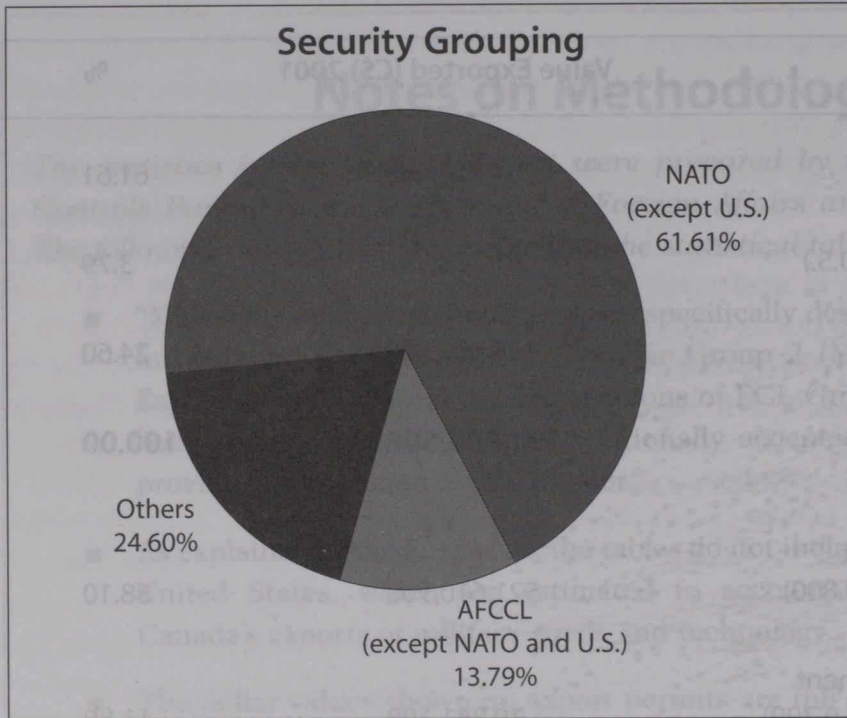
\* A list of NATO and AFCLL countries is presented in Annex 1.

\*\* Permits are not required for exports of most Group 2 (Munitions) to the U.S.

\*\*\* Statistics and categories are based on the UN Development Programme (UNDP) *Human Development Report 2001*.

# Chart 1 Exports of Military Goods by Destination Category

Export Period 01/01/01 – 31/12/01





**Table 2**  
**Exports of Military Goods by Destination Country**

Export Period 01/01/01–31/12/01

Country	Value Exported (C\$)	
	2000	2001
Argentina	181,832	100,751
Australia	49,163,811	42,383,619
Austria	6,734,844	203,543
Bahrain	1,038,000	3,662
Belgium	5,705,347	7,949,599
Bermuda	55,105	9,190
Bolivia	0	3,000,000
Botswana	20,723,729	4,669,077
Brazil	745,729	5,137,118
Bulgaria	0	40
Cayman Islands	2,994	0
Chile	366,007	48,288
China	0	242,286
Colombia	0	2,199,954
Czech Republic	397,691	204,678
Denmark	3,235,564	70,941,868
Djibouti	0	11,400
Egypt	1,190,168	3,637,707
Estonia	0	28,357
Finland	140,312	722,328
France	6,767,660	19,998,941
Germany	44,751,063	13,418,361
Greece	2,239,536	5,496,557
Greenland	10,560	15,938

Country	Value Exported (C\$)	
	2000	2001
Guatemala	0	2,220,350
Guyana	5,000	1,500
Hong Kong	120,469	39,575
Hungary	2,898	10,545
Iceland	3,266	0
Indonesia	160,808	109,458
Ireland	28,600	670,921
Israel	919,588	660,190
Italy	15,639,309	22,019,089
Japan	7,470,690	10,814,851
Jordan	248,684	1,183,627
Kenya	0	587
Korea, Republic of	16,030,989	59,204,209
Kuwait	12,439	4,835
Latvia	0	251,491
Luxembourg	18,945,242	5,496,421
Malaysia	2,100,924	10,484,924
Mauritius	64,235	3,204
Mexico	299,237	436,334
Morocco	97,123	146,976
Netherlands	29,641,743	60,584,703
New Zealand	4,553,394	6,728,192
Norway	3,115,199	2,434,721
Oman	402	636,051
Peru	870,000	0
Philippines	6,083,000	275,000
Poland	14,150	5,500
Portugal	2,566,732	29,172

Value Exported (C\$)		
Country	2000	2001
Qatar	0	1,771,028
Saudi Arabia	18,856,248	32,116,331
Singapore	2,422,973	5,881,569
South Africa, Republic of	546,539	292,687
Spain	2,422,973	2,535,794
Sri Lanka	0	1
Sweden	1,844,832	2,604,505
Switzerland	36,878	149,194
Taiwan	1,133,152	13,160,058
Thailand	1,442,358	218,927
Tunisia	260,627	1,729,547
Turkey	584,920	1,428,722
United Arab Emirates	12,860,745	778,521
United Kingdom	182,219,429	152,143,856
Uruguay	449,875	855,088
Venezuela	973,164	11,595,617
Zimbabwe	3,078	1,100
<b>TOTAL</b>	<b>477,611,246</b>	<b>591,983,506</b>

**Table 3**  
**Exports of Military Goods by Component Category**

Export Period 01/01/01–31/12/01

**Acronyms**

- APC armoured personnel carrier
- AS anti-submarine
- ATV all-terrain vehicle
- CW chemical weapons
- IR infrared
- LAV light armoured vehicle

Destination & ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	

**ARGENTINA**

2001	99,610		1,141	firearms & parts
------	--------	--	-------	------------------

**AUSTRALIA**

2001	23,638		441	firearms & parts
2003	475			ammunition
2004	5,800			rocket launcher
2005	350,636			fire control components
2006	2,753,052			APC components
2007	7,059			CW defence equipment
2009	6,132,574		2,454	ship parts, sonobuoys & sonars
2010			4,633,454	aircraft & engine parts
2011			1,793,970	electronic equipment parts
2013			92,512	body armour parts
2014		24,919,761	1,433,208	simulators & parts
2017		26,581		scubas & parts
2018			4	technical data

**AUSTRIA**

2003			84	large-calibre ammunition components
------	--	--	----	-------------------------------------

2007		51,701	CW defence equipment
2017		151,758	large-calibre ammunition containers
<b>BAHRAIN</b>			
2011		3,662	radar parts
<b>BELGIUM</b>			
2001	43,775		firearms
2003		1,401,931	large-calibre ammunition components
2006		2,443,632	turret parts
2007		2,031,760	CW defence equipment
2008		560,325	propellant
2010		50,860	aircraft parts
2011		14,000	computer equipment
2014		5,951	spare parts
2017		1,397,365	large-calibre ammunition containers
<b>BERMUDA</b>			
2001	1,000		firearms
2011		8,190	antennae
<b>BOLIVIA</b>			
2010		3,000,000	aircraft repair & overhaul
<b>BOTSWANA</b>			
2002		1,863,100	practice rockets
2010		2,805,977	aircraft & engine parts
<b>BRAZIL</b>			
2003		20,125	ammunition components
2006		3,697	vehicle parts
2010		4,032,807	aircraft & helicopter parts
2011		1,080,488	navigation equipment parts
2021		1	data package

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
<b>BULGARIA</b>				
2003	40			practice ammunition
<b>CHILE</b>				
2001	40,621			firearms
2009		7,667		sonobuoys
<b>CHINA</b>				
2011			66,725	computer cards
2015			3,336	diode
<b>COLOMBIA</b>				
2004		110,250		mine detectors
2010			1,600,000	aero-engine repair & overhaul
2015		464,000		surveillance camera system
<b>CZECH REPUBLIC</b>				
2001	8,423			firearms
2002			2,235	rocket & launcher parts
2007		54,350		CW defence equipment
2011			139,667	control sensors
2018			3	data
<b>DENMARK</b>				
2001	11,524,864		6,374,708	firearms, parts & accessories
2007		834		CW defence equipment
2010	52,000,000		163,880	aircraft & parts
2011		693,540		transmitters
2016			173,542	castings
2017			10,500	IR suppression system

DJI BOUTI		Value Exported (€)		
2004		11,400		mine detectors
<b>EGYPT</b>				
2006			24,102	vehicle parts
2007		1,200,000		CW defence equipment
2010			24,513	aircraft parts
2011		217,092		electronics
<b>ESTONIA</b>				
2017		28,357		scuba systems
<b>FINLAND</b>				
2001	15,746			firearms
2005			1,172	sights
2006			270,960	ATV parts
2010			326,186	aircraft & engine parts
2011			108,264	electronic components
<b>FRANCE</b>				
2001	46,038		4,092	firearms & parts
2003	1,226,360		2,086,360	ammunition & components
2004			5,000	lenses
2005			3,058,315	optics & parts
2006			1,200	display panel
2007			6,431	CW defence equipment
2009		4,449,250	650	sonobuoys & parts
2010			287,309	aircraft parts
2011			2,149,551	avionics
2014			347,050	simulator components
2015		6,657,485	3,715	surveillance systems & parts
2017		24,808		IR countermeasures
2020		131,563		breathing apparatus
2021			48,000	simulator software

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
<b>GERMANY</b>				
2001	150,179		700	firearms & parts
2002	4,485			grenade launchers
2003	406		12,501	ammunition & components
2004			1,215,080	missile parts
2005			96,632	optical parts
2006			1,825,537	vehicle components
2008			281	propellant
2009			2,393,524	ship navigation & control components
2010			1,957,629	aircraft parts
2011			4,987,726	avionics
2014			497,345	simulator parts
2015			265,210	parts for imaging systems
2017		11,103		IR countermeasures
2018			3	data packages
2022			20	technology
<b>GREECE</b>				
2001	12,158			firearms
2002		248,850		missile test equipment
2009		182,250		sonobuoys
2010			708,696	aircraft parts
2011			4,053,386	electronic parts
2017		291,217		scuba systems
<b>GREENLAND</b>				
2001	12,316			firearms
2003	3,622			ammunition



<b>GUATEMALA</b>			
2001	350		firearms & parts
2010		2,220,000	repair & overhaul transport aircraft
<b>GUYANA</b>			
2001	1,500		firearms
<b>HONG KONG</b>			
2003	6,050		ammunition
2007		33,525	CW defence equipment components
<b>HUNGARY</b>			
2001	10,545		firearms
<b>INDONESIA</b>			
2010		3,561	aircraft parts
2014		105,897	simulator parts
<b>IRELAND</b>			
2002	623,080		grenade launchers & parts
2007		15,930	CW defence equipment
2014		17,245	training aids
<b>ISRAEL</b>			
2005		2,409	castings
2006		201	vehicle parts
2007		368	CW defence equipment components
2010		365,743	aircraft parts
2011		275,900	antennae & displays
2016		15,569	castings
<b>ITALY</b>			
2001		60	firearms parts
2003	150,745		small arms ammunition
2005		2,761,277	lenses

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
<b>ITALY (CONTINUED)</b>				
2006			112,370	APC tracks
2009		769,545	168,296	sonobuoys, gyroscope repair & overhaul
2010			14,014,664	aircraft & helicopter parts
2011			1,577,734	radio & doppler equipment parts
2014			170	simulator parts
2015		2,416,000		surveillance sensors
2016			1,507	castings
2017		30,721		IR countermeasures
2021			16,000	simulation software
<b>JAPAN</b>				
2003	202			ammunition
2004			1,762,472	missile launcher components
2006			3,126	vehicle parts
2007			1,138	CW defence equipment parts
2008			1,156,332	propellant
2010			5,371,247	aircraft & helicopter parts
2011			779,128	detection equipment parts
2014		1,741,206		radar simulator
<b>JORDAN</b>				
2003	855,000			anti-aircraft ammunition
2010			175,000	helicopter parts
<b>KENYA</b>				
2010			587	transport aircraft parts

<b>KOREA, REPUBLIC OF</b>			
2003		800,000	ejector cartridges
2009	183,240	749,792	sonobuoys & ship parts
2010		415,898	aircraft parts
2011	25,983,575	29,914,085	radios & parts
2014		10,000	simulation components
2017	1,007,991		scuba systems, IR countermeasures
2021		139,628	simulation software
<b>KUWAIT</b>			
2010		4,835	antennae
<b>LATVIA</b>			
2017	251,491		scuba systems
<b>LUXEMBOURG</b>			
2001	8,624	128	firearms & parts
2004		3,384,512	rocket motors
2006		318,108	vehicle parts
2010		1,487,539	aircraft & aviation-related parts
2011		294,451	avionics
2014		3,059	simulator spares
<b>MALAYSIA</b>			
2002	5,000		rockets
2007		80	CW defence equipment components
2010		7,804,671	helicopter parts
2014		38,344	simulator parts
2017	2,626,194		scuba systems
2018		4	technical data
<b>MAURITIUS</b>			
2009		3,204	antenna parts

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		Comments
		Support Systems	Parts	
<b>MEXICO</b>				
2003			109,330	heavy-calibre ammunition components
2007			176	CW defence equipment components
2008			190,000	propellant
2013			136,828	armour plates
<b>MOROCCO</b>				
2014			146,976	simulator parts
<b>NETHERLANDS</b>				
2001			2,914,774	firearms components
2003	2,817,124		509	ammunition & components
2004			68,292	rocket parts
2005			12,834,727	sonar spares
2007		58,885		CW defence equipment
2009		9,800,256		sonobuoys
2010		1,091,484		aircraft & aero-engine parts
2011			12,448,376	radar components
2014		17,890,717	182,799	simulator & components
2016			283,382	castings
2017		1,085	2,289	scuba systems & parts, IR suppression systems
2018			4	scuba systems & parts
<b>NEW ZEALAND</b>				
2001	700			firearms & parts
2003	1,042,664		63,756	ammunition & components
2007		69,706		CW defence equipment
2009		280,800		sonobuoys
2010			763,617	aircraft parts

2011		5,350	electronic components
2017		8,126	scuba parts
2018		2	data
<b>NORWAY</b>			
2001	82,150	21,549	firearms & parts
2003	99,556		small arms ammunition
2004		158,349	rocket parts
2006		211,642	armoured vehicle parts
2009	4,527,375		sonobuoys
2010		37,170	aircraft parts
2011		543,850	navigation system components
2014		61,203	simulator parts
2015	256,445		thermal imagers
2016		19,071	castings
2017	709,829		scuba systems IR suppression equipment
2018		3	data
<b>OMAN</b>			
2001		850	telescopic sight
2002		7,445	ammunition
2010	619,534		parachutes
2018		4	data
<b>PHILIPPINES</b>			
2010		275,000	aero-engine parts
<b>POLAND</b>			
2001	5,000		firearms
2002	500		rocket launcher
<b>PORTUGAL</b>			
2009		850	sonobuoy parts
2010	12,102		radio beacons
2011		16,216	radar parts
2018		4	data

Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Value Exported (C\$)		
		Support Systems	Parts	Comments
<b>QATAR</b>				
2022		1,771,028		air traffic control equipment
<b>SAUDI ARABIA</b>				
2006	24,039,741		4,202,849	LAVs & parts
2010			32,653	aircraft parts
2011			3,467,817	radio equipment parts
2017		356,788	16,483	scuba systems & parts
<b>SINGAPORE</b>				
2006			4,689,591	APC tracks
2007		224,022		CW protection equipment
2008			6,800	propellant
2010			204,499	parachute & aircraft parts
2011		111,613	562,014	radios & electronic components
2014			17,228	simulator parts
2017		13,300	52,500	IR suppression system ammunition storage
2018			2	data
<b>SOUTH AFRICA, REPUBLIC OF</b>				
2001	600			firearms
2011		192,075	36,000	navigation equipment
2017		27,550	15,714	IR suppression system ammunition containers
<b>SPAIN</b>				
2001	14,400			firearms
2007		1,455		CW protection equipment
2009		586,523		sonobuoys
2010			116,307	aircraft parts

2011		977,107	electronics
2017	840,000		IR suppression systems
2018		2	data system
<b>SRI LANKA</b>			
2021		1	data
<b>SWEDEN</b>			
2001	12,710		firearms
2003	404		ammunition
2005		101,850	lenses
2006		354,384	vehicle tracks
2007		214	CW protection equipment parts
2010		1,673,220	aero-engine parts
2011		338,509	displays
2014		123,214	simulator parts
<b>SWITZERLAND</b>			
2001	18,763		firearms
2003	3,775		ammunition
2006		87,960	APC parts
2010		1,200	aircraft parts
2018		34,200	electronics
2022		3,296	manuals
<b>TAIWAN</b>			
2010		59,368	aircraft parts
2011		1,300,690	avionic components
2014	11,800,000		radio simulators
<b>THAILAND</b>			
2001	138 701		firearms & parts
2009		2,155	sonobuoy parts
2010		77,147	helicopter parts
2017		922	scuba parts
2018		2	technical documents

Destination & ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	
<b>TUNISIA</b>				
2010			1,729,547	aircraft engine parts
<b>TURKEY</b>				
2001	2,400			firearms
2007			45	CW defence equipment parts
2009			890,815	AS equipment spares
2010			31,532	aircraft parts
2011			342,887	avionic parts
2014			43,634	simulator parts
2016			192,334	castings
<b>UNITED ARAB EMIRATES</b>				
2001	15,084			firearms
2003	17,908			practice ammunition
2007			16,309	CW defence equipment parts
2009			1,709	naval electronic components
2010			113,711	aircraft parts
2011		419,998	9,226	radios & parts
2014			184,586	simulator parts
<b>UNITED KINGDOM</b>				
2001	187,301		3,827,241	firearms & parts
2002	85,000		143,026	rocket launchers & parts
2003	53,993			ammunition
2004	65,808		864,400	rockets & parts
2005			1,761,061	range finder parts
2006			664,097	vehicle parts
2007		365,098		CW defence equipment
2009			20,110,687	sonobuoys, sonar & ship parts
2010			24,943,373	aircraft parts



2011		21,023,785	electronic components & displays
2013		600	armour plates
2014	61,279,295	2,085,049	simulators & parts
2015	4,883,870	7,600	surveillance system & parts
2016		383,037	castings
2017	3,997,109	901	computer, ammunition cases, scuba system parts
2018		7,629	production equipment & blueprints
2021		3,199,504	software
2022		1,000	power divider
<b>URUGUAY</b>			
2010		855,088	aircraft engine parts
<b>VENEZUELA</b>			
2011	11,595,617		communications equipment
<b>ZIMBABWE</b>			
2001	1,100		firearms
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>591,983,506</b>	

**Table 4**  
**Exports of Military Goods by Export Control List Number**  
**Export Period 01/01/01–31/12/01**

ECL Number	Value Exported (C\$)	
	2000	2001
2001	3,512,209	25,830,880
2002	572,339	2,997,387
2003	35,393,637	10,438,684
2004	78,506,497	9,854,755
2005	2,794,341	20,968,079
2006	19,549,646	42,006,249
2007	679,647	4,139,086
2008	2,074,582	1,913,738
2009	35,946,687	51,168,691
2010	78,252,378	135,192,477
2011	101,995,899	129,620,774
2013	2,153,097	229,940
2014	105,316,741	122,933,937
2015	3,379,349	16,157,050
2016	128,105	1,068,442
2017	7,188,991	12,111,430
2018	68,369	41,866
2020	0	131,563
2021	73,300	3,403,134
2022	25,432	1,775,344
<b>TOTAL</b>	<b>477,611,246</b>	<b>591,983,506</b>

## Annex 1

### List of NATO and AFCCL Countries

#### NATO Countries<sup>1</sup>

Belgium  
 Canada  
 Czech Republic  
 Denmark  
 France  
 Germany  
 Greece  
 Hungary  
 Iceland  
 Italy  
 Luxembourg  
 Netherlands  
 Norway  
 Poland  
 Portugal  
 Spain  
 Turkey  
 United Kingdom  
 United States

#### AFCCL Countries<sup>2</sup>

Australia  
 Belgium  
 Botswana  
 Denmark  
 France  
 Germany  
 Greece  
 Italy  
 Netherlands  
 New Zealand  
 Norway  
 Saudi Arabia  
 Spain  
 Sweden  
 United Kingdom  
 United States

1 North Atlantic Treaty Organization.

2 Automatic Firearms Country Control List.

## Annex 2 List of Wassenaar Arrangement Countries

Export Period 01/01/01-31/12/01

Year	AFCLL Countries	NATO Countries
2001	Argentina	Luxembourg
2002	Australia	Netherlands
2003	Austria	New Zealand
2004	Belgium	Norway
2005	Bulgaria	Poland
2006	Canada	Portugal
2007	Czech Republic	Romania
2008	Denmark	Russia
2009	Finland	Slovakia
2010	France	Spain
2011	Germany	Sweden
2012	Greece	Switzerland
2013	Hungary	Turkey
2014	Ireland	Ukraine
2015	Italy	United Kingdom
2016	Japan	United States
2017	Korea, Republic of	
TOTAL		

### Annex 3 Export Control List Group 2 (Munitions)

ECL Item No.	Description
2001	Small arms and automatic weapons, such as pistols, revolvers and rifles, including certain firearms for sporting and competition purposes and accessories.
2002	Large-calibre armaments, such as projectile launcher systems and components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, rockets, missiles, military pyrotechnics, demolition charges and components.
2005	Fire control radars, range-finding sensors, ballistics computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use, and parts and components.
2006	Military vehicles, such as armoured personnel carriers and military transport trucks, and related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels including precursors specially designed for military purposes.
2009	Military vessels and specially designed parts and components, such as engines, navigation systems and sonar equipment.
2010	Military aircraft and helicopters, including transport aircraft, aero-engines, parachutes and related parts and components.
2011	Electronic equipment for military use, such as communications equipment and radar systems.
2012	High-velocity kinetic energy weapons systems and related components.

Wassenaar:  
<http://www.wassenaar.org>

ECL Item No.	Description
2013	Armoured or protective equipment, such as body armour, military helmets and bomb disposal suits and associated components.
2014	Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios, such as computerized trainers, aircraft and vehicle simulators, components and accessories.
2015	Imaging or imaging countermeasure equipment including photographic equipment, thermal imaging equipment and specially designed components.
2016	Forgings, castings and semi-finished products specially designed for the products covered by Items 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 and 2010.
2017	Miscellaneous equipment, technical databases, diving apparatus, construction and field engineering equipment specially designed for military use, robotic equipment and components.
2018	Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
2019	Directed energy weapons systems.
2020	Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
2021	Software specially designed for military applications (formerly 2024).
2022	Technology.

## Annex 4 Additional Information

DFAIT's Export and Import Controls Web site provides further information on arms control and international security issues:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

Useful links can also be found at the following DFAIT Web addresses:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-e.asp>

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/SANCTIONS-E.asp>

Non-DFAIT sites offering data and diverse views on arms control and related issues include:

Aerospace Industries Association of Canada:

<http://www.aiac.ca>

Canadian Defence Industries Association:

<http://www.cdia.ca>

Canadian Firearms Centre (includes information on firearms control in Canada):

<http://www.cfc-ccaf.gc.ca>

Project Ploughshares:

<http://www.ploughshares.ca>

Stockholm International Peace Research Institute:

<http://www.sipri.se>

United Nations:

<http://www.un.org>

UN DDA:

<http://disarmament.un.org/dda.htm>

Reports of the Group of Governmental Experts on the Register:

<http://daccess-ods.un.org/doc/UNDOC/GEN/N00/604/38/PDF/N0060438.pdf?OpenElement>

UN Instrument for Reporting Military Expenditures:

<http://disarmament.un.org/cab/milex.html>

Wassenaar:

<http://www.wassenaar.org>

